

Département de *L'ORNE*

**Plan des Services
routiers occasionnels**

M.A.D.

CONSEIL SUPERIEUR
des
TRANSPORTS

Plans de services
occasionnels

CC. 495/TT. 932^{ter} / 2°S. 837^{ter}

ARRETE MINISTERIEL adressé à TITRE d'INFORMATION
(Approbation du plan de services occasionnels)

de l' O R N E

MINISTERE des TRANSPORTS

PARIS, le 26 AVRIL 1967

~~Secrétariat d'Etat aux~~
Transports

Direction des
Transports Terrestres

Service des Transports Routiers
et des Transports Urbains

T.R.V. 267 - 61/3-1

A R R Ê T É

Le Secrétaire d'Etat aux Transports,

Sur la proposition du Directeur des Transports Terrestres,

Vu le décret n° 66-76 du 26 janvier 1966 fixant les attributions du Secrétaire d'Etat aux Transports,

Vu l'article 7 de la loi n° 49-874 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier,

Vu le décret n° 49-1473 du 14 novembre 1949 modifié par le décret n° 60-472 du 20 mai 1960, relatif à la coordination des transports ferroviaires et routiers;

Vu l'arrêté ministériel du 23 juin 1960 relatif à l'établissement des plans de services occasionnels;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 1960 instituant une section spéciale du C.T.D.T.;

Vu le plan départemental des services occasionnels de l'ORNE adopté par la Section Spéciale du Comité Technique des Transports de ce département au cours de ses séances des 25 mars 1965 et 6 mai 1966;

Vu la lettre du Préfet de l'ORNE en date du 25 juillet 1966;

Vu les avis du Conseil Supérieur des Transports en date des 6 décembre 1966 et 7 février 1967;

.../.

EST D'AVIS

1°/ que les documents A et C du plan de services occasionnels de voyageurs du département de l'ORNE peuvent être approuvés sous réserve des modifications ci-après :

a) en ce qui concerne le document A :

zones de prise en charge

-définir comme suit la zone P.C.2 : "Canton du centre d'exploitation indiqué au "document B et cantons limitrophes",

- dans la définition de la zone P.C.3, supprimer la mention entre parenthèses : "pendant la saison thermale de Bagnoles-de-l'Orne", cette mention étant à reporter au document B,
- supprimer la mention figurant à la suite de la liste des zones de prise en charge sous le titre : "Mesure transitoire".

zones de desserte

- modifier comme suit le début de la définition de la zone M.D. 1 : "Les 21 départements suivants : Manche, Calvados....",
- définir ainsi qu'il est indiqué ci-après la zone M.D. 2 :
"Les départements de l'Orne, du Calvados et de la Manche et, en dehors de ces départements, la partie des départements de Seine-Maritime, Eure, Mayenne, Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, situés à l'intérieur d'un périmètre défini comme suit :

"au nord, les côtes de la Manche entre Lancieux (Côtes-du-Nord) et Le Havre (Seine-Maritime) et la Seine entre Le Havre et Rouen ;

"à l'est, la R.N. 840 entre Rouen et Verneuil ;

"au sud, la R.N. 12 entre Verneuil et St. Aubin-du-Cormier, la R.N. 794 entre St. Aubin-du-Cormier et Dinan, le C.D. 2 entre Dinan et Ploubalay, la R.N. 786 entre Ploubalay et la mer à Lancieux,

"étant précisé que cette zone comprend les tronçons de routes susvisés et le territoire des localités desservies par ceux-ci."

- supprimer la zone M.D. 3 et compléter le document A par la mention suivante :
"Pour certains véhicules, la délimitation de la zone de prise en charge et celle de la zone de desserte peuvent faire l'objet d'une étude particulière ; ces zones sont alors précisées dans la liste B pour chacun des véhicules en cause."

b) en ce qui concerne le document C :

- supprimer les clauses figurant au chapitre I relatif aux services à la place pouvant ne pas ramener les voyageurs au point de départ et les remplacer par la mention : "néant".
- remplacer les clauses figurant au chapitre II relatif à la protection des services réguliers par le texte ci-après conforme à l'avis T.T. 704bis susvisé :

"Les services occasionnels à la place de nature à concurrencer effectivement des services réguliers ferroviaires ou routiers devront comporter :

"des tarifs d'au moins 10 % supérieurs aux tarifs consentis dans des conditions de services analogues par l'une quelconque des entreprises concurrencées ;

" des horaires n'ayant pas pour effet de priver l'exploitant du service régulier de l'utilisation normale des moyens de transport qui lui appartiennent et qui sont nécessaires à l'exploitation du dit service régulier."

- supprimer le chapitre III.

2°/ qu'il y a lieu de transmettre le dossier, avec le présent avis, au Comité des Contestations pour examen du document B.

Fait à Paris, le 6 décembre 1966.

Le Vice-Président,

Le Secrétaire Général,

J. LAPEBIE.

R. THOMAS-COLLIGNON.

CONSEIL SUPERIEUR
des
TRANSPORTS

2ème Section

2° S. 337 bis
7 FEVRIER 1967

A V I S

TRANSPORTS PUBLICS de VOYAGEURS

Département de l'ORNE

PLAN de SERVICES OCCASIONNELS de VOYAGEURS

Examen du document B et des réclamations individuelles

Le Conseil Supérieur des Transports (Comité des Contestations, 2ème Section),

Saisi pour avis, par bordereau ministériel T.R.V. n° 5753 - 61/3 - 1 en date du 19 août 1966, du projet de plan de services occasionnels de voyageurs du département de l'ORNE, les dispositions générales dudit projet ayant fait l'objet de l'avis T.T. 932 bis du 6 décembre 1966 de la Commission des Transports Terrestres,

Sur le rapport de Mme MAURETTE,

Vu le décret-loi du 12 novembre 1933 (annexe A) et le décret du 12 janvier 1939,

Vu la loi du 5 juillet 1949, le décret du 14 novembre 1949 et le décret du 20 mai 1960,

Vu les arrêtés ministériels des 23 juin 1960, 25 juin 1960 et 19 juillet 1961,

Vu les circulaires ministérielles d'application des textes susvisés,

Vu l'avis du Conseil Supérieur des Transports (Commission des Transports Terrestres - document 704 bis) du 20 mai 1963 et la réponse de M. le Ministre des Travaux Publics et des Transports (R.3 - n° 3375/V) du 3 août 1963,

Vu les avis du Comité Technique Départemental des Transports de l'ORNE (Section Spéciale) en date des 25 mars 1965 et 6 mai 1966,

Ensemble les pièces du dossier,

Après en avoir délibéré dans sa séance du 7 janvier 1967,

.....

A) EN CE QUI CONCERNE M. GERAULT, à ST MICHEL-des-ANDAINES :

Considérant que ce transporteur figurant au projet de document B mis à l'enquête pour un véhicule a sollicité son inscription au plan pour un véhicule supplémentaire;

Considérant que le requérant n'a pas justifié d'une activité suffisante pendant la période de référence pour qu'une suite favorable puisse être donnée à sa réclamation et qu'il convient donc de confirmer l'avis de rejet émis par la Section Spéciale du Comité Technique Départemental des Transports;

EST d'AVIS qu'il y a lieu de rejeter la réclamation de M. GERAULT.

B) EN CE QUI CONCERNE LE DOCUMENT B EN GENERAL :

EST d'AVIS qu'il y a lieu d'approuver ce document, étant entendu que :

1°) il est à établir conformément au modèle donné par la circulaire ministérielle du 27 mai 1961;

2°) compte tenu de l'avis émis le 6 décembre 1966 par la Commission des Transports Terrestres au sujet de la définition de la zone de prise en charge P.C.3, la mention générale suivante est à noter en tête de la colonne " observations " : " Les inscriptions des véhicules dont la zone de prise en charge autorisée est la zone P.C.3 ne sont valables que pendant la saison thermale de BAGNOLES-de-l'ORNE ";

3°) compte tenu de la proposition de la Commission des Transports Terrestres en vue de la suppression au tableau A de la définition d'une zone de desserte M.D.3, l'indication " M.D.3 " figurant dans la colonne " zones de desserte " du tableau B pour certains véhicules est à remplacer par l'indication : " Etablissement thermal de l'Orne ", mention étant en outre faite que l'inscription au plan de ces véhicules n'est valable que pendant la saison thermale de BAGNOLES-de-l'ORNE;

4°) l'inscription figurant sous le n° 15 au nom de l'entreprise LEROY à LA FERTE-BERNARD (Sarthe) est à compléter par l'indication du centre d'exploitation de cette entreprise dans le département de l'ORNE;

5°) la mention figurant dans la colonne " observations " au droit de l'inscription n° 34 est à supprimer;

6°) sont réservées jusqu'à établissement des plans de transports voisins de l'Orne les demandes éventuelles présentées par des entreprises dont le centre d'exploitation est situé dans ces départements en vue d'obtenir une extension de leur zone de prise en charge autorisée à tout ou partie du territoire du département de l'ORNE.

Délibéré à PARIS, le 7 FEVRIER 1967,

LE PRESIDENT,
E. FALLER.

LE SECRETAIRE,
P. FILOCHE.

- DOCUMENT "A" -

I. - ZONES DE PRISE EN CHARGE

N°	DELIMITATION DES ZONES
P.C.1	Tout le territoire du <u>Département de l'Orne</u>
P.C.2	Canton du centre d'exploitation et cantons limitrophes situés dans le département de l'Orne
P.C.3	Agglomération de Bagnoles-de-L'Orne, Tessé-la-Madeleine et les communes limitrophes de ce territoire (pendant la saison thermale de Bagnoles-de-L'Orne).

Mesure transitoire :

Provisoirement, les droits originaux d'un centre d'exploitation situé dans un canton limitrophe d'un département continueront de donner droit à chargement (sous couvert d'autorisation au voyage) dans le canton limitrophe du département voisin, en attendant les accords de réciprocité et l'approbation des listes complémentaires.

II. - ZONES DE DESSERTE

N°	DELIMITATION DES ZONES
G.D.1.	Tout le territoire métropolitain.
M.D.1.	La zone "Moyenne distance N° 1" correspondant aux sorties d'une journée, s'étend sur les 21 départements suivants :
	Manche, Calvados, Eure, Seine-Maritime, Oise, Seine-et-Oise, Seine, Seine-et-Marne, Eure-et-Loir, Loiret, Loir-et-Cher, Indre-et-Loire, Orne, Sarthe, Mayenne, Maine-et-Loire, Loire-Atlantique, Ille-et-Vilaine, Morbihan, Finistère, Côtes-du-Nord.
M.D.2.	La zone "Moyenne distance N° 2" correspondant aux sorties d'une journée, et autorisée pendant la saison thermale de Bagnoles-de-L'Orne, comprend :
	Le département de l'Orne ainsi que la zone intéressant les départements de Seine-Maritime, Eure, Calvados, Manche, Mayenne, Ille-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, et située à l'intérieur d'un périmètre défini comme suit :
	au Nord, les côtes de la Manche entre Lancieux (Côtes-du-Nord) et le Havre (Seine-Maritime), et la Seine entre le Havre et Rouen ;
	à l'Est, la RN. 840 entre Rouen et Verneuil ;
	au Sud, la RN .12 entre Verneuil et St-Aubin-du-Cormier, la RN. 794 entre St-Aubin-du-Cormier et Dinan, le CD. 2 entre Dinan et Ploubalay, la RN. 786 entre Ploubalay et la mer à Lancieux (Côtes-du-Nord).
M.D.3.	Etablissement thermal de BAGNOLES-de-L'ORNE (pendant la saison thermale).

MTD/SLI

- DOCUMENT "B" -

LISTE DES ENTREPRISES

N° d'ordre	Entreprises	Centre d'explo- tation	Nombre de véhicules autorisés	Services à la place et services collectifs		Observations
				Zones de prise en charge	Zones de desserte	
I. - <u>Entreprises autorisées au titre de l'article 1 de l'arrêté du 23 Juin 1960. -</u>						
1	ALLARD Léon TESSE-la-MADELEINE	Tessé-la- Madeleine	1 1 1 T	P.C.1 P.C.3 P.C.3	M.D.1 M.D.2 M.D.2	Taxi collectif
2	BOUSSION Roger MORTAGNE-au-PERCHÉ	Mortagne	4	P.C.1	M.D.1	
3	CHATEAU Maurice TESSE-la-MADELEINE	Tessé-la- Madeleine	1 T.	P.C.3	M.D.2	Taxi collectif
4	CHAMBELLAN Paul BAGNOLES-de-L'ORNE	Bagnoles- de-l'Orne	1 ou 1 T.	P.C.3	M.D.2	Car ou Taxi collectif.
5	CIRCUITS BAGNOLAIS BAGNOLES-de-l'ORNE	Bagnoles - de-l'Orne	4 1 T.	P.C.1 P.C.3	M.D.1 M.D.2	Taxi collectif
6	Mme. COUPRIS Renée LA FERRIERE-aux-ETANGS	La Ferrière- aux-Etangs	3	P.C.1	M.D.1	
.../...						

7	CRETOIS Marcel TESSE-la-MADELEINE	Tessé-la- Madeleine	1 T.	P.C.3	M.D.2	Taxi collectif
8	FLANDRIN Marcel TESSE-la-MADELEINE	Tessé-la- Madeleine	1 ou 1 T	P.C.3	M.D.2	Car ou Taxi collectif
9	FOUREL Alfred TESSE-la-MADELEINE	Tessé-la- Madeleine	1 ou 1 T.	P.C.3	M.D.2	Car ou Taxi collectif
10	FREMONT René FLERS-de-l'ORNE	Flers-de- l'Orne	2 1	P.C.1 P.C.1	G.D.1 M.D.1	
11	GOUGEUL Alexandre PUTANGES	Putanges	2	P.C.1	M.D.1	
12	HOUSSAY Hubert St-MAURICE-les-CHARENCEY	St-Maurice- les-Charencey	1 1	P.C.1 P.C.1	G.D.1 M.D.1	
13	LEBOSSE Gustave DOMFRONT	Domfront	3 1	P.C.1 P.C.1	G.D.1 M.D.1	
14	LE MONNIER Claude DOMFRONT	Domfront	1 1	P.C.1 P.C.1	G.D.1 M.D.1	
15	LEROY Robert LA FERTE-BERNARD	La Ferté- Bernard	1	P.C.1	M.D.1	
16	MONTAUFRAY Lucien TESSE-la-MADELEINE	Tessé-la- Madeleine	1 T.	P.C.3	M.D.2	Taxi collectif
						.../...

17	MORAND Léon ATHIS	Athis	2	P.C.1	M.D.1	
18	NORMAND André L'AIGLE	L'Aigle	4	P.C.1	G.D.1	
			1	P.C.1	M.D.1	
19	OLIVIER Jean-Marie BAGNOLES-de-l'Orne	Bagnoles- de-l'Orne	1 T.	P.C.3	M.D.2	Taxi collectif
20	PECCATTE Francis BAGNOLES-de-l'Orne	Bagnoles- de-l'Orne	1 T.	P.C.3	M.D.2	
21	PIEL Georges CHANU	Chanu	1	P.C.1	G.D.1	
			2	P.C.1	M.D.1	
22	PHILIPPE Robert ARGENTAN	Argentan	1	P.C.1	M.D.1	
23	ROBBES Charles ARGENTAN	Argentan	5	P.C.1	G.D.1	
			1	P.C.1	M.D.1	
24	S.T.A.O. ALENCON	Alençon	26	P.C.1	G.D.1	
			6	P.C.1	M.D.1	
25	TRIE Jean CHANDAI	Chandai	2	P.C.1	M.D.1	
		Total :	38 dont 7 taxis			
			====			

II. - Entreprises autorisées au titre de l'Article 2
de l'arrêté du 23 Juin 1960. -

26	BARBE Albert LA FERTE-MACÉ	La Ferté- Macé	1	P.C.2	M.D.1	Autorisation accordée corré- lativement à l'exploitation de la ligne ré- gulière Briouze Bagnoles-de-l' Orne.
26bis	GRUAU Marcel 7, Rue du Collège LA FERTE-MACÉ (Orne)	La Ferté- Macé	1 T.	P.C.3	M.D.2	Fonds de com- merce provenant de M. BARBE
27	BADJUIL André COUTERNE	Couterne	1 T	P.C.3	M.D.3	Taxi collectif
28	CHEDEBOIS Marcel LA FERTE-MACÉ	La Ferté- Macé	1 1 T.	P.C.2 P.C.3	M.D.1 M.D.3	Taxi collectif
29	GERAULT Raymond St-MICHEL-des-ANDAINES	St-Michel- des An- daines	1 ou 1 T.	P.C.3	M.D.2	Car ou Taxi collectif
30	HOPITAL-HOSPICE LA FERTE-MACÉ	La Ferté- Macé	1	P.C.3	M.D.3	Services collec- tifs seulement (1)

(1) L'Hôpital-Hospice de la Ferté-Macé ne peut prétendre qu'à une auto-
risation en "services collectifs", les services à la place étant résér-
vés aux transporteurs patentés.

.../...

30bis	! HOUSSAY Hubert ! St-MAURICE-les-CHARANCEY	! St-Maurice- ! les-Charen- ! cey	! 1	! P.C.1	! H.D.1	! Autorisation ! accordée corré- ! lativement à ! l'exploitation ! d'au moins 2 des ! lignes de marché ! suivantes : ! St-Maurice-les-Charancey - ! L'Aigle par Randonnai ! L'Aigle par Chennebrun ! Tourouvre ! Mortagne ! Verneuil
31	! LORGERIE Jean ! COUTERNE	! Couterne	! 1 ! ou 1 T.	! P.C.3	! H.D.3	! Car ou Taxi ! collectif
32	! MONTAGNE ! LA FERTE-MACÉ	! La Forté- ! Macé	! 1 T.	! P.C.3	! H.D.2	! Taxi collectif
Total :			10 dont 4 taxis		====	

	III. - <u>Entreprise ayant reçu depuis 5 ans des autorisations exceptionnelles.</u> -							
33	FRIAUT Jean	Tessé-la-	1	P.C.3	M.D.2			
	TESSE-la-MADELEINE	Madeleine						
	IV. - <u>Entreprises nouvelles.</u> -							
34	LION André	Bagnoles-de	1 T.	P.C.3	M.D.3			
	LA FERTE-MACE	l'Orne						Autorisation
		Tessé-la-						préfecturale du
		Madeleine						25 Août 1965.

- 1ère catégorie : 88 dont 7 taxis
 - 2ème catégorie : 10 dont 4 taxis
 - 3ème catégorie : 1
 - 4ème catégorie : 1 taxi

 100 dont 12 taxis
 =====

Total général :

- Répartition des véhicules par zones d'action -

Service à la place et services collectifs	92.	Moyenne distance					Total général
		n° 1		n° 2		n° 3	
		P.C.1	P.C.2	P.C.3	P.C.3	P.C.3	
Nombre de véhicules autorisés							
Au titre de l'arrêté du 23 Juin 1960, Art.1	43	34	-	11	-		88
Art.2	-	1	2	3	4		10
Au titre des entreprises ayant reçu depuis 5 ans des autorisations exceptionnelles	-	-	-	1	-		1
Entreprises nouvelles	-	-	-	-	1		1
<u>Totaux :</u>	43	35	2	15	5		100

Département de l'Orne

PLAN DES SERVICES ROUTIERS OCCASIONNELS
(Entreprises ayant leur centre d'exploitation dans l'Orne)

- DOCUMENT A : Zones de prise en charge et de desserte
- DOCUMENT B : Liste des entreprises
- DOCUMENT C : Dispositions particulières
- CARTE indiquant les zones de desserte

PROJET DE PLAN DEFINITIF
=====

- DOCUMENT "C" - Dispositions particulières.

I. - Liste des services à la place pouvant ne pas ramener les voyageurs au point de départ -

Toutes les entreprises sont autorisées à ne pas ramener les voyageurs à leur point de départ.

Le prix du billet des voyageurs ne revenant pas au point de départ, devra être égal à la moitié du prix du billet AR majoré de 20 %. Le prix du billet AR auquel s'appliquera cette majoration sera celui obtenu par application du § 3 du Chapitre II ci-dessous.

II. - Conditions d'exploitation imposées aux services occasionnels pour qu'ils ne fassent pas concurrence aux services réguliers -

La prise en charge de voyageurs qui emprunteraient un service occasionnel dans un but différent de celui de ce service est interdite.

Dans les localités desservies par une ligne régulière routière, assurant, en tout ou en partie une relation identique à celle d'un service occasionnel, l'accès aux véhicules du service occasionnel sera interdit à tout voyageur moins d'une heure avant ou après le départ du service régulier.

Lorsqu'un service occasionnel à la place est assuré sur une relation où une autre entreprise exploite déjà un service régulier ferroviaire ou routier, les tarifs pratiqués par le service occasionnel seront au moins égaux aux prix pratiqués dans des conditions comparables par les services réguliers, majorés de 10 %.

III. - Autres dispositions -

Les services collectifs donneront lieu à l'établissement de contrats écrits entre les transporteurs et les personnes physiques ou morales organisateurs de ces services.

Département de l'Orne.

- Grande distance : G.D. = Toute la France
- Moyenne distance : M.D. 1 = 21 départements
- Moyenne distance : M.D. 2 = Orne et territoire limité par



PLAN DE TRANSPORT DE L'ORNE

N°	Dates	Analyse des pièces microfilmées	Nombre de pages
1	19.02.1938	Avis du CST relatif aux dispositions du plan	1
2	08.08.1938/13.03.1939	Conflit entre la S.T.A.O. et M. ROBBES sur le service routier Alençon - Domfront	6
3	02.06.1943	Approbation ministérielle	2
4	18.11.1948/15.03.1949	Service routier Paris - Alençon	3
5	26.12.1950/16.03.1951	Ligne Domfront - Avranches (Cie des chemins de fer Normands)	8
6	18.05.1951/13.07.1951	Réorganisation des services routiers de remplacement de trains à la suite de la suppression de la garantie financière de la SNCF	6
7	18.07.1951	Inscription au plan de transport des services occasionnels de voyageurs	3
8	07.05.1953/18.06.1953	Ligne Alençon - Mortagne - Nogent-le-Potrou	4
9	16.04.1954/06.03.1964	Ligne Flers - Domfront	10
10	22.06.1956/04.09.1956	Services occasionnels, réclamation de M. NORMAND	4
11	18.12.1956/04.02.1957	Relation Briouze - Bagnoles-de-l'Orne	4

543.169

S. N. C. F.

SERVICE COMMERCIAL

4^e Division

SECTION

DOSSIER N°

SOUS-DOSSIER N°

Plan de transport

Orne

Nos	DATES		ANALYSE DES PIÈCES
1	1	38	Plan de transport <i>Dossier</i>
2	21	2 38	Arrêté ministériel du 19/2 approuvant le plan <i>Dossier</i>
3	4	38	Extrait de la Revue Générale des chemins de fer
4	15	4 38	Engagement préalable pour Paris Alençon réclamé par l'Ingénieur en chef des P&Ch.
5	20	8 38	Desserte de Boissy-Maugis par la 5 ^{ème} auto Régente la Rotonde à Alençon (M ^r Duch)
6	1	9 38	Modifications au service routier Alençon - Domfront voyageurs par CTD de l'Orne
7	10	10 38	Desserte de St Ouen s/ Ilon et St Michel la Forêt <i>P&Ch</i>
8	11	10 38	Conflit entre STAO et M ^r Robbes relatif à desserte de Bouterne - Domfront <i>P&Ch</i>
9	22	10 38	Difficultés à Vimoutiers p ^r exp ^{on} colis express par entreprise routière <i>P&Ch</i>
10	22	10 38	Relations Le Mans et Sarthe - Paris <i>P&Ch</i>
11	26	11 38	Entente STAO - Robbes p ^r exp ^{on} commun de Bouterne - Domfront <i>P&Ch</i>
12	25	11 38	Service Mesnil-Mauger à St-Gaubert (réclamation) <i>P&Ch</i>
13	24	12 38	Litige CEA - CTD Orne au sujet des 5 ^{èmes} Paris - Alençon et Paris - Baguelin de l'Orne
14	2	3 39	Décision ministérielle concernant conflit STAO - Robbes s/ Alençon - Domfront <i>P&Ch</i>

543 169 N

S. N. C. F.

SERVICE COMMERCIAL

4^{me} Division

SECTION

DOSSIER N°

SOUS-DOSSIER N°

Orne

N ^{os}	DATES	ANALYSE DES PIÈCES
1 ^{er}	9.1.40	Arrêté ministériel approuvant le nouveau plan de transport de voyageurs Orne
2	12.1.40	Modifications à apporter, au nouveau plan de transp. de voy.
3	18/5 / 30/5	Arrêté complémentaire Orne
4	17.5.40	2 ^e arrêté complémentaire Orne
5	5.6.40	Arrêté avant hostilités, services Paris - Le Mans et Paris - Caen

543.169R.

S. N. C. F.
SERVICE COMMERCIAL
4^e Division

SECTION _____

DOSSIER N° _____

SOUS-DOSSIER N° _____

Orne

I

NUMÉROS	DATES	ANALYSE DES PIÈCES
0	—	Propositions demandées par Circulaire Ministérielle Serie B n° 125 du 6-8-42
1	20-12-1940	E.B.D. demande adjonction voit. à voy. aux h. de march ^{és} sur Alençon - Condé-s-Huisne.
2	—	Plan de transport <i>Donner</i>
3	18-4-1941	Arrêté approubatif du 8-4-41 <i>Donner</i>
4	28-1-1942	Desserte de Mauves-Corbon située sur l'itinéraire de ^{1^{er}} de remplacement: Mortagne-Condé-s-Huisne <i>Film</i>
5	18-8-1942	Arrêté du 3-8-42 modifiant le plan <i>Donner</i>
6	28-10-1942	Reouverture éventuelle des lignes de l'Étoile de Mortagne (voir également n° 17) <i>Film</i>
7	2-6-1943	Décision ministérielle approuvant le plan de la 4 ^e Circonscription Régionale <i>Film + Donner</i>
8	13-1-1944	Demande d'autorisation Mamey-Bellême-St-Martin-Mortagne-Condé-s-Huisne <i>Film</i>
9	19-2-1944	Dépenses d'exploitation de S.T.A.O. sur Alençon-Domfront <i>Film</i>
10	3-10-1945	Desserte de la ligne Mortagne - S ^t Gaudence (réclamation) <i>Film</i>
11	31-10-1945	Reprise éventuelle du service Paris-Alençon de la C.E.A. <i>Film</i>
12	6-2-1946	Services exceptionnels et occasionnels (CTD de l'Orne) <i>Film</i>
13	24-7-1946	Demande de réouverture de certaines lignes du départ de l'Orne
14	29-10-1946	Desserte des lignes Bagnoles-Couterne et Alençon-Domfront-Avranches <i>Film</i>

543.169 R.

S. N. C. F.
SERVICE COMMERCIAL
4^e Division

SECTION _____
DOSSIER N° _____
SOUS-DOSSIER N° _____

Orne

II

NUMÉROS	DATES	ANALYSE DES PIÈCES
15	18.8.1948	Services occasionnels (CTD Orne et Réunion des transporteurs de voyageurs) Film
16	12.9.1949	Création d'un service régulier d'autocar entre Laigle et Trouville (demande de M. Normand) Film
17	22.12.1950	Desserte des lignes de l'Etoile de Mortagne (voir également le n° 6) Film
18	16.3.1951	Service de remplacement Domfront - Avranches Film
19	18.5.1951	Avis CST de réorganisation des rempl ^{ts} par suite suppression garantie (D.M. des 5 et 7.8.1951) Film
20	18.7.1951	Inscription au plan de transport des services occasionnels de voyageurs Film
21	10.10.1951	Desserte de la localité de Gacé (Orne) réclamation Film
22	4.4.1952	Desserte de la relation Laigle - Mortagne (Eut. NORMAND) Film
23	2.8.1954	Desserte de la relation Fiers - Domfront - Mayenne - Laval - Film
24	6.5.1955	Avis du CST au sujet du service Alençon - Argentan de la STAO. Film
25	22.6.1956	Services occasionnels (Avis du CST au sujet d'une réclamation de M. Normand) Film
26	18.12.1956	Avis du CST au sujet du service Brionne - Bagnoles-de-l'Orne (Eut. Barbe) Film
27	3.12.1957	Demande de prolongement jusqu'à Paris de la ligne entre Mortagne - Longueville - La Coudre Film

SECTION

DOSSIER N°

SOUS-DOSSIER N°

ORNE

III

[illegible]